Notes sur les rapports économiques Est-Ouest

Malgré l'opposition des systèmes politiques et économiques qui règnent actuellement en Occident et dans le camp dit socialiste, les rapports économiques n'ont pas cessé de se développer entre ces deux blocs depuis la fin de la dernière guerre. Cet article a pour but non pas de faire le tour du sujet, ce qui demanderait d'autres moyens et une place beaucoup plus importante, mais de donner quelques éléments de réflexion et quelques opinions sur ce sujet qu'on ne peut pas ignorer si l'on s'intéresse aux pays de l'Est et à leurs régimes.
On pourrait penser que le problème du développement des rapports économiques entre les pays de l'Est et l'Occident est classique, que c'est la répétition de la NEP de Lénine, qui ne changea rien à la structure du régime. Mais une telle analyse risque de nous rendre aveugles vis-à-vis de la réalité. D'autre part, des penseurs proches de nous comme Albert Meister sont allés jusqu'à évoquer un ordre international issu des multinationales qui serait supérieur aux conflits entre les impérialismes [1]«L'autogestion en uniforme» dans *Autogestion* n°10.. Voyons brièvement de quels éléments d'analyse nous disposons.

La première constatation que l'on peut faire est qu'il est impossible d'établir un blocus de l'URSS. Le refus de vendre du blé américain opposé par Carter à l'invasion de l'Afghanistan a entraîné des accords russo-argentins importants pour la livraison de céréales et de viande à l'URSS et la consolidation de la présence soviétique en Amérique du Sud (qui s'étendait déjà à la Colombie et au Brésil). La tentative de Reagan de bloquer la construction du gazoduc URSS-pays occidentaux s'est soldée aussi par un échec net. Cependant l'importance de la pénétration économique occidentale à l'Est est-elle dangereuse pour les pays dits

communistes?

Le capitalisme de l'Ouest agit, à mon avis, sous trois formes.

La première est l'endettement extérieur. François Geze cite la situation critique de la Pologne, la Roumanie et la RDA. Il écrit même: «L'arrêt de l'apport occidental amènerait un effondrement économique en Europe de l'Est tel qu'il conduirait à de graves problèmes de survie quotidienne des populations, à des révoltes, et à terme à une “économie de guerre” très difficilement contrôlable.» [2] *L'Alternative*, mai-août 1982. Personnellement, je ne crois pas que l'on puisse aller jusqu'à confondre la pénurie économique avec la pénurie planifiée politiquement. Cette dernière, qui se caractérise par les grandes villes mieux achalandées que les petites, à leur tour plus fournies que les villages, comporte plusieurs avantages. Le système des queues permet de mieux contrôler la population par la fatigue et le temps perdu qu'il provoque; il donne aussi plus de pouvoir aux communistes bien placés – il en existe sans grands avantages directs – qui distribuent sous forme de service des biens courants et élémentaires en échange d'autres services. La preuve de la différence de ces deux types de pénurie cités plus haut n'est pas difficile à trouver: par exemple, après la «normalisation» de Jaruzelski, la Pologne a retrouvé, comme par hasard, un marché plus abondamment fourni qu'avant le 13 décembre. Que cette situation n'ait pu être maintenue est une autre histoire. De même, la Bulgarie a vu au moment des évènements polonais les magasins réservés au commun des mortels se remplir de viande.

Le problème de l'arrêt total de l'apport occidental que François Geze envisage ne se pose même pas. L'exemple de pays en cessation de paiement comme le Mexique, l'Argentine, etc. est clair. Les bailleurs de fonds capitalistes préfèrent céder et accorder des délais plutôt que de ne rien toucher du tout. On peut même dire que pour le chapitre de l'endettement, ce sont les pays de l'Est qui contrôlent l'Occident, notamment si

l'on pense à la fragilisation du système bancaire privé qui a beaucoup prêté à de nombreux pays incapables de rembourser aujourd'hui.

La deuxième forme est plus insidieuse: c'est la pénétration technologique. D'abord indirecte, sous forme de brevets (rasoirs électriques russes sous licence Philips ou montres russes sous licence suisse par exemple), elle est également directe aujourd'hui: présence de Krupp et d'ITT en URSS et plus généralement installation sur place de sociétés occidentales et fondation de sociétés mixtes.

Une étude récente montre l'aspect très «libéral» de la législation de certains pays au sujet du rapatriement des fonds. Les exemples sont probants: liberté totale en Chine, au Vietnam, à Cuba, en Pologne et en Hongrie, un impôt de 10% en Roumanie et en Bulgarie, le pays le plus sévère étant la Yougoslavie. Les impôts sur place sont en général de 30%, sauf en Pologne où ils s'élèvent à 50 et 65% selon les cas, et en Hongrie et au Vietnam où ils atteignent 40%. La Yougoslavie offre une grille allant de 5 à 35%, la Chine 15 ou 30%, alors que la Bulgarie prend 20%. Ces lois sont relativement récentes: 1982 pour Cuba, 1980 pour la Bulgarie, 1979 pour la Chine, et entre 1972 et 1977 pour les autres pays. Curieusement, ni la RDA, ni la Tchécoslovaquie, ni l'URSS n'ont pris de mesures semblables. La Yougoslavie compte 177 sociétés mixtes surtout dans l'industrie chimique et métallurgique, les transports, l'agro-alimentaire et l'électricité. La Hongrie en possède 11 et la Roumanie 9 seulement, dans ces mêmes secteurs. La Chine possède déjà 45 de ces sociétés, surtout dans le tourisme [3] *Le Courrier des Pays de l'Est*, avril 1983..

En fait, aucun de ces secteurs n'est vraiment vital. Je n'ai pas vu d'études sur la pénétration des ordinateurs et de la robotique occidentale à l'Est, qui sont par contre des secteurs très importants aujourd'hui. Les informations

semblent indiquer qu'elle est à 90% occidentale pour les ordinateurs. Cette dépendance peut-elle être comblée par la technologie des pays de l'Est, et avec une efficacité égale? Si l'on se réfère au passé et au présent, cela semble presque impossible, mais sait-on jamais.

La troisième forme découle des brevets et des sociétés mixtes. C'est ce que l'on peut appeler la «taïwanisation» ou la «tiers-mondialisation» des pays de l'Est. Je me rappelle avoir vu dans un supermarché une série de chemises d'homme qui venaient de Hong-Kong ou de Bulgarie selon les tailles. On pourrait multiplier de tels exemples. Les capitalistes doivent estimer, à juste raison, que les seuls pays où le climat social est «sain» sont les pays de l'Est, et non le Maroc, le Brésil, la Tunisie, etc., qui sont toujours à la veille d'une émeute possible.

Il est facile. de voir que ce marché est double. Les capitalistes de l'Ouest acquièrent des produits bon marché et les capitalistes d'État empochent des devises fortes, ce qui est leur obsession.

Ce fait nous amène à la deuxième partie de ces notes, la pénétration économique des pays dits socialistes dans l'économie occidentale.

Les pays de l'Est connaissent bien certains points faibles des «mœurs» occidentales, et ils les utilisent pour promouvoir leurs exportations. Cela va du gibier vendu aux sociétés de chasse jusqu'à l'opium pour les laboratoires pharmaceutiques, en passant par le foie gras. Mais tout ceci reste marginal.

Indirectement, le refus ou l'acceptation de certains contrats par tel ou tel pays dit socialiste peut remettre à flot ou au contraire couler une grande société occidentale. Dans le même ordre d'idée, les problèmes qu'ont connus les producteurs de blé américains à la suite de l'embargo des ventes à l'URSS décidé par Carter ont été utilisés par Reagan pour se faire

élire.

Il est certain aussi que les Occidentaux ont sous-estimé les capacités des capitalistes d'État. Habitués à imiter les armes et les véhicules de l'Ouest, mais de qualité plus basse, les spécialistes de l'Est n'ont pas eu de mal à produire de la camelote pour la société de consommation. Le meilleur exemple est celui de FIAT en URSS. Les Soviétiques ont acheté une belle usine clé en main qu'ils installent à Togliattigrad, sans doute en hommage au côté capitaliste de ce communiste italien. Et maintenant, non seulement ils inondent le marché des pays de l'Est, mais de plus ils vendent à grand renfort de dumping leurs Lada en Occident. Cette concurrence directe sur le marché occidental s'est étendue à plusieurs secteurs: outre les voitures, on peut citer l'optique, les éléctrocars, les fourrures, etc. Mais elle reste néanmoins limitée du fait de la qualité inférieure des produits proposés. Il n'y a qu'a voir la différence entre un appareil photo soviétique et son homologue japonais pour comprendre le retard qu'il reste encore à combler pour que l'industrie soviétique soit capable de conquérir une part importante du marché occidental.

L'influence directe la plus nette et la plus importante de l'économie des pays dits socialistes sur l'économie occidentale concerne le secteur énergétique. L'URSS est déjà un fournisseur important de gaz à l'Europe de l'Ouest et va encore accroître ses fournitures, la Pologne est un gros exportateur de charbon vers ces mêmes pays. Même si les politiques économiques accordent toutes une place importante à la diversification des sources d'énergie, cette dépendance, notamment vis-à-vis de l'URSS et de son gaz, même si elle n'est que partielle, n'est pas à négliger.

Il est un autre terrain où les capacités des pays de l'Est à copier les productions occidentales se révèlent très gênantes pour l'Occident: il s'agit du vaste marché d'exportation vers le Tiers-Monde. Les machines copiées sans autorisation, depuis les tracteurs FIAT jusqu'aux différents moteurs nécessaires

aux industries et aux agricultures embryonnaires, dans tous les pays de l'Est et invendables à l'Ouest deviennent une aubaine dans les pays du Tiers-Monde. Ce sont les mêmes que celles que proposent les Occidentaux, et elles sont deux fois moins chères. De plus, les pays de l'Est proposent souvent le troc pour les régler.

Cette concurrence se retrouve sur le marché de la «matière grise», pour les techniciens et le savoir-faire nécessaire pour acquérir un développement à l'occidentale. Un Bulgare, un Yougoslave, un Allemand de l'Est (médecin, agronome, ingénieur, etc.) valent deux fois moins chers qu'un Occidental.

Pour conclure ce chapitre, on peut remarquer que 19% en 1975 et 21% en 1978 des exportations de l'URSS se faisaient vers les pays en voie de développement contre 16,8% et 14% des importations pour les mêmes dates. Les chiffres concernant le commerce avec les pays industriels étaient à ces mêmes dates toujours de 30% et 28% pour les exportations et de 40,1% et 35% pour les importations. Les autres pays dits socialistes étaient beaucoup plus dépendants du commerce inter-pays de l'Est que l'URSS: c'est le privilège des colonies! Pour finir, il faut tout de même recommander la prudence dans les déductions: aucune prévision des experts ne s'est avérée exacte en 1981-824. Cependant, je crois qu'il se dessine un courant unitaire entre pays capitalistes et pays dits socialistes pour exploiter le Tiers-Monde. Ainsi la Bulgarie a pu équilibrer en 1982 sa balance des paiements grâce aux recettes tirées des échanges avec le Tiers-Monde5.

Il faut remarquer la fragilité des étiquettes. Le CAEM (la CEE communiste) comprend le Vietnam et Cuba, considérés comme pays industrialisés (puisque marxistes-léninistes) alors qu'ils sont en voie de développement en réalité. Dans la pratique, Cuba effectue en moyenne 70% de ses échanges avec les autres pays socialistes6. Depuis 1961, Cuba importe 100% de son pétrole d'URSS, alors que le Mexique et le Venezuela sont si

près... Bref, il est évident que des tensions vont surgir entre les pays du CAEM qui font les frais du développement (lent et discutable) du Vietnam et de Cuba.

La dépendance économique de l'Amérique Latine vis-à-vis des USA et son anti-yanquisme déclaré semblent trouver un parallèle dans la dépendance du Vietnam, de Cuba, du Laos, du Cambodge, de l'Angola, du Mozambique, et avec des nuances de l'Éthiopie et de la Syrie vis-à-vis des pays de l'Est, dépendance qui va de pair avec un refus de leur politique et de leur culture.

Meraklia